

## Les retraité·es dans l'action le 1<sup>er</sup> octobre

**Les retraité·es de la FSU seront dans la rue le 1<sup>er</sup> octobre aux côtés des actif·ves et des jeunes pour faire aboutir leurs revendications.**

Retraite, pouvoir d'achat, accès aux soins, services publics sont au cœur des préoccupations de la grande majorité de la population, notamment des retraité·es.

Désavoué par le pays, le président Macron entend maintenir une réforme des retraites aux conséquences catastrophiques pour les retraité·es futur·es et actuel·les. L'abrogation de la réforme, répondant à une demande populaire, est une nécessité.

Les retraité·es sont présenté·es comme en partie responsables de la dette publique et des voix avancent la nécessité de « nouvelles mesures, comme une année blanche en matière d'indexation dès 2025 ». La remise en cause des 10% d'abattement fiscal est à l'ordre du jour. Or la perte de pouvoir d'achat des retraité·es est déjà conséquente depuis 2017.

**Exigeons la revalorisation des pensions, le rattrapage des sommes perdues et l'indexation sur le salaire moyen.**

Se soigner convenablement est de plus en plus difficile et coûteux, notamment pour les retraité·es qui voient souvent leur santé se détériorer avec l'âge. Manque de personnels de santé et médico-social, de lits, de crédits, reste à charge alourdi etc ... mettent de plus en plus en danger la vie des patient·es.

**Ensemble, battons-nous pour que chacun, chacune puisse se soigner dans de bonnes conditions. Le remboursement à 100% des soins prescrits en est une condition. Une loi grand âge de financement et de programmation est indispensable, un service public national de l'autonomie également.**

**Nos services publics** sont à bout de souffle. Porteurs d'égalité et de justice sociale, **ils doivent être rétablis, garantis partout, développés et améliorés** avec plus de moyens humains et financiers.

Les lois de finances (État et Sécurité sociale), dont la préparation est marquée du sceau d'une austérité aggravée, sont inquiétantes car elles confortent l'orientation libérale des politiques du pays.

Face au déni démocratique, pour le respect de nos droits et libertés, pour l'abrogation de la réforme des retraites, le pouvoir d'achat et les services publics, manifestons le 1<sup>er</sup> octobre avec les actif·ves et les jeunes.